

§ 3. De administratie onderzoekt de aanvraag om afwijking of om verlenging van termijn en ze voert plaatsbezoeken uit om, enerzijds, de omvang van de overtreding van de bouwkundige normen vast te stellen, en, anderzijds, de motivering van de aanvraag te controleren en de technische problemen en het volume van de uit te voeren werken vast te stellen.

Het bevoegde Lid van het College legt de aanvraag om afwijking of om verlenging van termijn en het dossier voor aan de Adviesraad die binnen de drie maanden advies moet geven.

Ten laatste twee maanden na dat de Adviesraad advies heeft gegeven moet het College zijn beslissing aan het opvangtehuis mededelen.

§ 4. De afwijking geldt voor de duur van de erkenning. Hernieuwing van de afwijking kan verkregen worden volgens de procedure vastgesteld in § 3 van dit artikel.

De in § 2 bedoelde bijkomende termijn van twee jaar kan worden hernieuwd indien er effectief een programma van werken wordt uitgevoerd dat periodiek wordt geëvalueerd door de administratie. Voor deze hernieuwing wordt de in § 3 van dit artikel bedoelde procedure gevolgd. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2005.

Art. 4. Het Lid van het College, bevoegd voor Sociale Actie en Gezin, wordt met de uitvoering van dit besluit belast.

Brussel, 14 juli 2005.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College.

E. KIR,

Lid van het College bevoegd voor Sociale Actie, Gezin en Sport

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2006 — 847

[C - 2006/31054]

14 JUILLET 2005. — Arrêté 2005/263 portant exécution du décret de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 décembre 2003 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services pour les missions d'aide, d'une part aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches

Le Collège,

Vu L'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 4, 3^o, du décret II du 19 juillet 1993 de la Communauté française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française et l'article 4, 3^o, du décret III du 22 juillet 1993 de la Commission communautaire française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 décembre 2003 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services pour les missions d'aide, d'une part aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches,

Vu l'avis de la Section Services ambulatoires du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé, donné le 3 juin 2004;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 octobre 2004;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 17 décembre 2004;

Vu La délibération du Collège sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 16 février 2005 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat Sur la proposition du Membre du Collège, chargé de l'Action Sociale, de la Famille et du Sport;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o Le service : service pour les missions d'aide, d'une part aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches;

2^o Le Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

3^o Le Ministre : le Membre du Collège, qui a l'aide aux victimes, inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches, dans ses attributions;

4^o Conseil consultatif : la Section « Services ambulatoires » du Conseil consultatif bruxellois; francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé;

5^o L'Administration : les services du Collège.

CHAPITRE II. — *Conditions d'Agrément*

Art. 3. Pour exercer ses missions, le service dispose au minimum de 1,5 équivalent temps plein de personnel non administratif salarié dont au moins :

- Un psychologue prestant au moins à mi-temps;
- Un assistant social prestant au moins à mi-temps.

Art. 4. Les qualifications admises pour le personnel de l'équipe minimale visée à l'article 3 sont les suivantes :

- pour le psychologue : enseignement universitaire donnant accès à la fonction de psychologue;
- pour l'assistant social : enseignement supérieur non universitaire donnant accès à la fonction d'assistant social.

L'équipe peut également comporter, outre les porteurs des diplômes mentionnés à l'article 3, pour remplir des fonctions complémentaires à celles visées à ce même article 3, des travailleurs porteurs des qualifications suivantes :

1° Porteurs d'un diplôme de l'enseignement universitaire donnant accès aux fonctions de :

- criminologue
- sociologue
- juriste

2° Porteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire donnant accès aux fonctions de :

- assistant en psychologie
- conseiller conjugal

Les porteurs d'un diplôme de conseiller conjugal délivré par un centre de formation en conseil conjugal bruxellois avant le 30 juin 2006 sont assimilés, en ce qui concerne l'application du présent arrêté, aux conseillers conjugaux porteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire.

3° Certificat de l'enseignement secondaire supérieur ou inférieur ou un certificat d'enseignement secondaire du 2^e degré pour le personnel administratif

Le Collège peut toutefois, sur demande motivée du service et après avis du conseil consultatif, autoriser une qualification différente pour les fonctions complémentaires prévues aux 1^o et 2^o, pour autant que celle-ci soit d'un niveau équivalent à un de ceux prévus aux 1^o et 2^o et que le travailleur justifie d'une expérience utile de trois ans minimum.

Art. 5. Le conseil d'administration du service désigne en son sein ou au sein du personnel du service une personne chargée des contacts avec l'administration.

Art. 6. 1° Le service tient à jour un dossier individuel pour chaque personne aidée. Ce dossier comporte au minimum les renseignements relatifs à l'identité de la personne aidée, la demande exprimée et l'aide apportée, y compris les éventuelles démarches auprès de tout autre organisme pouvant contribuer à aider la personne.

Ces dossiers sont conservés dans une armoire ou un local fermant à clé.

Si la personne aidée le souhaite, un dossier anonyme peut être constitué.

2° Le service tient à jour un dossier relatif aux activités de sensibilisation, d'information ou de formation qu'il exerce. Ce dossier comporte au minimum les éléments suivants :

- Les thèmes abordés et les objectifs poursuivis;
- Les publics concernés;
- L'identité et les qualifications des formateurs;
- Les aspects financiers;
- Une évaluation de l'activité réalisée.

3° Le service recueille des données statistiques sur les personnes aidées et sur l'aide apportée.

Art. 7. Le service dispose au minimum des locaux suivants :

- 1 salle d'attente;
- 1 bureau pour la permanence d'accueil;
- 1 bureau par consultation se déroulant simultanément;
- des sanitaires à disposition des consultants.

Le service organise l'aménagement de ses locaux ou de ses activités afin de garantir la confidentialité des consultations et la séparation des victimes et des auteurs ou présumés auteurs d'infractions.

Le service prend toute mesure d'aménagement raisonnable pour faciliter l'accès de ses locaux aux personnes à mobilité réduite.

Art. 8. L'aide individuelle ou collective apportée aux bénéficiaires est gratuite.

Une contribution des bénéficiaires ne peut être demandée que si elle est indispensable à une relation thérapeutique. Elle ne peut être réclamée à l'accueil de la personne et ne peut être supérieure à quinze euros indexés par consultation. L'indexation suit les règles fixées à l'article 25. La contribution des bénéficiaires doit être fixée en tenant compte des capacités contributives des bénéficiaires.

CHAPITRE III. — Procédures d'agrément.

Art. 9. La demande d'agrément d'un service est introduite à l'administration par lettre recommandée à la poste ou déposée à l'administration contre accusé de réception.

Pour être recevable, elle doit contenir les éléments suivants :

1° La dénomination du service, l'adresse de son siège social et de ses sièges d'activités et son numéro de compte bancaire;

2° Une copie des statuts de l'a.s.b.l. tels que publiés au *Moniteur belge*, accompagnés de leurs éventuelles modifications;

3° Un document désignant le responsable des contacts avec l'administration, signé par le Président du conseil d'administration;

4° La liste du personnel affecté aux missions pour lesquelles l'agrément est demandé et pour chaque membre, la copie du diplôme et une attestation de l'employeur mentionnant la fonction occupée, le temps de travail presté dans l'association, le temps de travail affecté aux missions et la date de naissance;

5° Un document mentionnant les missions pour lesquelles le service demande un agrément ainsi que les éventuelles limitations en matière de type d'infraction qu'il sollicite;

6° Un document décrivant la manière dont le service exerce ses missions. Ce document doit comprendre entre autres la répartition des tâches au sein de son personnel (tâches assumées par chaque membre du personnel et temps de travail affecté à ces tâches), ainsi que les horaires d'activités et de permanences du service;

7° Le plan des locaux ainsi qu'un document établissant que le service a la jouissance de ceux-ci.

Le dossier doit être signé, daté, certifié sincère et complet par le Président du conseil d'administration.

Art. 10. Dans les deux mois de la réception de la demande d'agrément, l'administration notifie au service la recevabilité de celle-ci ou, si elle est incomplète, l'invite à la compléter dans un délai d'un mois à dater de cette notification.

Art. 11. Lorsque la demande est recevable, l'Administration instruit la demande d'agrément et procède à une visite pour vérifier si le service répond aux conditions d'agrément. Le Ministre soumet la demande d'agrément au Conseil consultatif qui donne son avis dans les deux mois de sa saisine.

Le Ministre peut fixer un délai plus court en cas d'urgence.

Art. 12. Le Collège statue sur l'agrément ou l'agrément provisoire et communique sa décision au service au plus tard deux mois après l'avis du Conseil consultatif.

La décision d'agrément ou d'agrément provisoire mentionne :

- Les missions pour lesquelles le service est agréé;
- Les éventuelles limitations de catégories d'infractions;
- Le cadre du personnel subventionné.

Toute décision de refus est notifiée par lettre recommandée.

Art. 13. La demande de renouvellement d'agrément doit être introduite au plus tard six mois avant l'expiration de l'agrément en cours. La demande est introduite suivant les modalités prévues à l'article 10 et comprend les renseignements et documents visés à cet article qui ont subi des modifications.

Le service reste agréé jusqu'à ce qu'il soit statué sur la demande de renouvellement d'agrément selon la procédure prévue aux articles 10 à 12.

Art. 14. Une demande de modification d'agrément doit être introduite pour toute modification aux éléments d'agrément suivants :

- Dénomination et siège d'activités du service;
- Missions remplies par le service et éventuellement limitations en matière de type d'infractions;
- Cadre du personnel subventionné.

Toute demande de modification d'agrément précise et motive l'objet de la modification.

L'administration informe le service des éléments nécessaires à l'instruction de la demande de modification d'agrément. Celle-ci est instruite selon les modalités prévues aux articles 10 à 12.

Art. 15. Lorsqu'une disposition du décret relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services pour les missions d'aide, d'une part aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches ou du présent arrêté n'est plus respectée, ou que le service ne remplit plus toutes les missions pour lesquelles il a été agréé, l'administration adresse une lettre recommandée motivée au service et l'invite à se mettre en ordre dans un délai de deux mois.

Passé ce délai, et faute de mise en ordre ou de demande de modification d'agrément du service, l'administration propose au Ministre un retrait ou une modification d'agrément.

Art. 16. Le Ministre notifie au service, sous pli recommandé avec accusé de réception, qu'une procédure de retrait ou de modification d'agrément est en cours.

A partir du jour de cette notification, le service dispose d'un délai de trente jours pour introduire un mémoire justificatif auprès du Ministre. Celui-ci le transmet au Conseil consultatif.

Dès réception du mémoire par le Conseil consultatif, celui-ci invite le représentant du service à être entendu, s'il le souhaite, dans un délai d'un mois. Le Conseil consultatif fixe les jour et heure de l'audition et en informe le service concerné.

La personne désignée par le service pour la représenter peut se faire accompagner par une autre personne de son choix. Le Conseil consultatif transmet son avis au Ministre dans le mois suivant l'audition ou dans les deux mois de sa saisine en absence d'audition.

Art. 17. La décision du Collège portant retrait ou modification d'agrément est notifiée au service par lettre recommandée avec accusé de réception.

La décision de retrait ou de modification d'agrément entraîne la suppression ou la réduction des subventions trois mois après la date de la notification de la décision.

Le service communique dès sa notification la décision de retrait d'agrément aux membres du personnel, à ses consultants et à toute personne ou institution intéressée.

Avec l'accord des consultants ceux-ci sont réorientés vers un autre service agréé et leurs dossiers individuels sont transmis à ce service.

Art. 18. Lorsqu'un service décide de cesser ses activités, il communique cette décision au Ministre trois mois avant qu'elle ne produise ses effets.

Il communique également sa décision aux membres du personnel, à ses consultants et à toute personne ou institution intéressée.

Avec l'accord des consultants ceux-ci sont réorientés vers un autre service agréé et leurs dossiers individuels sont transmis à ce service.

CHAPITRE IV. — *Subventionnement*

Art. 19. La subvention pour frais de personnel de l'équipe agréée est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I^{re} NM de l'arrêté du Collège de la commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socio-professionnelle.

Elle comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM du même arrêté sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM du même arrêté.

Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM du même arrêté.

Les fonctions subventionnées sont déterminées à l'article 4 du présent arrêté.

Art. 20. Les subventions pour rémunération sont indexées suivant les règles applicables aux rémunérations de la fonction publique.

Art. 21. Le pourcentage des frais de personnel admis pour le calcul des subventions octroyées pour les frais de formation continuée des travailleurs est fixé à un pour cent. Cette subvention est conditionnée par la remise d'un plan annuel de formation tenant compte de tous les travailleurs subventionnés ou pris en considération pour répondre aux normes visées à l'article 3. Ce plan annuel de formation est transmis pour avis à l'administration au plus tard le 15 janvier, après avis favorable des représentants des travailleurs.

Art. 22. § 1^{er}. La durée du temps de travail prise en considération pour le calcul des subventions pour rémunérations et de l'embauche compensatoire est fixée à 38 heures par semaine pour un équivalent temps plein.

§ 2. Ce temps de travail est réduit à 32 heures pour les travailleurs âgés de 55 ans et plus, à 34 heures pour les travailleurs âgés de 50 à 55 ans et à 36 heures pour les travailleurs âgés de 45 à 50 ans.

Art. 23. § 1^{er}. L'administration établit avant le 31 janvier de chaque année le nombre d'heures annuelles de réduction du temps de travail accordées dans le secteur de l'aide, d'une part aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches, en fonction de l'âge atteint par les travailleurs au 31 décembre de l'année précédente.

§ 2. Une subvention calculée en multipliant le nombre d'heures visées au § 1^{er} par un forfait horaire fixé à 21,04 € au 1^{er} janvier 2004 et indexé est octroyée pour permettre une embauche compensatoire consécutive à la réduction du temps de travail.

§ 3. Cette subvention est liquidée au plus tard le 31 mars de chaque année au fond social ou à l'ASBL désignée à cet effet par les partenaires sociaux du secteur.

Celui-ci ou celle-ci gère la répartition des emplois et des moyens financiers visés au § 2 entre les services agréés selon une convention conclue avec le Collège.

§ 4. Les travailleurs bénéficiant de la réduction du temps de travail en vertu de l'article 23, § 2, ne sont éligibles aux heures attribuées en tant qu'embauche compensatoire qu'à concurrence du nombre d'heures nécessaires pour arriver au temps plein de leur catégorie d'âge.

§ 5. Les pièces justificatives de l'utilisation de la subvention ainsi qu'un rapport d'activités montrant le respect de la convention conclue avec le Collège sont à fournir pour le 30 avril de l'année suivante.

Art. 24. Les subventions octroyées pour frais de fonctionnement sont de 12.000 euros indexés pour l'équipe minimale et 1.000 euros indexés par équivalent temps plein de personnel subventionné supplémentaire.

Art. 25. Les subventions visées aux articles 23, § 2, et 24 sont adaptées annuellement à chaque 1^{er} janvier suivant la formule :

Montant de base x indice santé de décembre de l'année précédente / Indice santé de décembre 2004

Art. 26. 1° Le service fournit à l'administration toutes les pièces justificatives nécessaires au contrôle de l'utilisation des subventions.

2° Les copies des diplômes, les attestations de l'employeur mentionnant la fonction occupée, le temps de travail presté dans l'association, le temps de travail affecté aux missions et la date de naissance et les attestations justifiant l'ancienneté des travailleurs subventionnés doivent être fournies à l'administration dans les 15 jours de l'engagement des travailleurs.

3° Les pièces justificatives présentées conformément aux instructions de l'administration, le compte de résultats et le bilan de l'asbl ainsi qu'un rapport d'activités du service sont fournis en double exemplaire à l'administration pour le 30 avril au plus tard.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires*

Art. 27. Le Collège fixe le cadre du personnel subventionné des services agréés en vertu de l'article 18 du décret de la Commission communautaire française du 4 décembre 2003 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services pour les missions d'aide, d'une part aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches.

Art. 28. Le décret de la Commission communautaire française du 4 décembre 2003 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services pour les missions d'aide, d'une part aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches entre en vigueur le 1^{er} juillet 2005.

Art. 29. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2005.

Art. 30. Le Membre du Collège compétent pour l'Action sociale et la Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 juillet 2005.

Pour le Collège :

E. KIR,

membre du Collège chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Sport

B. CEREXHE,

Président du Collège

—————
VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2006 — 847

[C - 2006/31054]

14 JULI 2005. — Besluit 2005/263 houdende uitvoering van het decreet van 4 december 2003 van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan diensten voor bijstand aan slachtoffers, verdachten, in vrijheid gestelde veroordeelden, ex-gedetineerden en hun naasten

Het College,

Gelet op het artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot institutionele hervormingen, op het artikel 4, 3°, van het decreet II van 19 juli 1993 van de Franse Gemeenschap tot toewijzing van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie en op het artikel 4, 3°, van het decreet III van 22 juli 1993 van de Franse Gemeenschapscommissie tot toewijzing van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van 4 december 2003 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan diensten voor bijstand aan slachtoffers, aan verdachten, in vrijheid gestelde veroordeelden, ex-gedetineerden en hun naasten;

Gelet op het advies van de Afdeling Ambulante Diensten van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, gegeven op 3 juni 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 oktober 2004;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College bevoegd voor Begroting, gegeven op 17 december 2004;

Gelet op de beraadslaging van het College betreffende het door de Raad van State binnen een termijn van een maand te geven advies;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 16 februari 2005, met toepassing van het artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van het Lid van het College bevoegd voor Sociale Actie en Gezin;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in het artikel 128 van de Grondwet krachtens het artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o de dienst : een dienst voor het verlenen van bijstand aan slachtoffers, aan verdachten, aan in vrijheid gestelde veroordeelden, aan ex-gedetineerden en aan hun naasten;

2^o het College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

3^o de Minister : het Lid van het College bevoegd voor bijstand aan slachtoffers, verdachten, in vrijheid gestelde veroordeelden, ex-gedetineerden en hun naasten;

4^o. de adviesraad : de Afdeling Ambulante Diensten van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheidszorg;

5^o. de administratie : de diensten van het College.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningsvoorwaarden*

Art. 3. Voor de uitvoering van zijn opdrachten beschikt de dienst over minstens 1,5 voltijds equivalent bezoldigd niet administratief personeelslid, waarvan minstens :

— een psycholoog die minstens half tijds presteert;

— een sociaal assistent die minstens half tijds presteert.

Art. 4. Het personeel behorend tot het in artikel 3 bedoelde minimale team moet over de volgende kwalificaties beschikken :

— voor de psycholoog : universitair onderwijs dat toegang verleent tot de functie van psycholoog;

— voor de sociaal assistent : niet-universitair hoger onderwijs dat toegang verleent tot de functie van sociaal assistent.

Naast de in het artikel 3 vermelde houders van een diploma mogen werknemers die houder zijn van de volgende kwalificaties eveneens deel uitmaken van het team voor het vervullen van taken die aanvullend zijn bij de taken bedoeld in het artikel 3 :

1^o houders van een diploma van het universitair onderwijs dat toegang verleent tot de functies van criminoloog, socioloog, jurist of seksuoloog,

2^o houders van een diploma van het hoger niet-universitair onderwijs dat toegang verleent tot de functies van assistent in de psychologie of gezinsadviseur. De houders van een, voor 30 juni 2006, door een Brussels Centrum voor Gezinsadvies, afgeleverd diploma van gezinsadviseur worden, voor de toepassing van dit besluit, gelijkgesteld met de gezinsadviseurs die houder zijn van een diploma van het hoger niet universitair onderwijs.

3^o voor het administratief personeel : houder zijn van een certificaat van het hoger of het lager secundair onderwijs of van een certificaat van de tweede graad van het secundair onderwijs.

Het College kan echter, op gemotiveerde vraag van de dienst en na het inwinnen van het advies van de adviesraad, een andere kwalificatie aanvaarden voor de onder 1^o en 2^o voorziene aanvullende functies, voor zover deze kwalificatie van equivalent niveau is en de werknemer een nuttige ervaring van minstens drie jaar kan bewijzen.

Art. 5. Door de raad van bestuur van de dienst wordt een personeelslid van de dienst aangewezen als contactpersoon met de administratie.

Art. 6. 1^o De dienst houdt een individueel dossier bij van elke persoon aan wie bijstand wordt verleent. Dit dossier bevat minstens de inlichtingen inzake de identiteit van de geholpen persoon, de gestelde vraag naar hulp en de geboden bijstand, met inbegrip van de eventuele tussenkomsten bij andere organismen die de persoon kunnen helpen.

Deze dossiers worden bewaard in een kast of in een lokaal die op slot kunnen worden gedaan. Indien de geholpen persoon dit wenst kan er een anoniem dossier worden opgemaakt.

2^o De dienst houdt een dossier bij van de georganiseerde sensibilisatie-, informatie- en vormingsactiviteiten. Dit dossier bevat minstens :

— de behandelde thema's en de nagestreefde doelstellingen,

— de doelgroepen,

— de identiteit en de kwalificaties van de docenten en vormingswerkers,

— de financiële aspecten,

— de evaluatie van de activiteit.

3^o De dienst wint statistische gegevens in over de geholpen personen en over de verstrekte hulp en bijstand.

Art. 7. De dienst beschikt minstens over de volgende lokalen :

- 1 wachtzaal,
- 1 kantoor voor de onthaalpermanentie,
- 1 kantoor per gelijktijdig verlopende consultatie,
- sanitaire installaties voor adviseurs en personeel.

Bij de inrichting van de lokalen en bij de organisatie van activiteiten waarborgt de dienst de confidentiële aard van de raadplegingen en de totale scheiding van de slachtoffers en de daders of vermoedelijke daders van de inbreuken.

Voor het vergemakkelijken van de toegang tot de lokalen voor personen met beperkte mobiliteit treft de dienst elke redelijke maatregel die dat doel kan dienen.

Art. 8. De individuele en de collectieve bijstand wordt gratis verstrekt aan de begunstigden. Er kan enkel een bijdrage aan een begunstigde worden gevraagd indien dat noodzakelijk is voor de therapeutische relatie. Deze bijdrage kan niet gevraagd worden bij het onthaal van de persoon. Ze mag nooit meer bedragen dan vijftien euro (geïndexeerd) per raadpleging. De indexering verloopt zoals vastgesteld in het artikel 25. Bij het vaststellen van de bijdrage van de begunstigden moet rekening worden gehouden met hun bijdrage mogelijkheden.

HOOFDSTUK III. — *Erkenningsprocedure*

Art. 9. De aanvraag om erkenning van een dienst wordt naar de administratie verstuurd met een ter post aangetekende brief of bij de administratie afgegeven tegen ontvangstbewijs.

Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag het volgende omvatten :

1° de naam van de dienst, het adres van de maatschappelijke zetel, de adressen waar activiteiten worden uitgeoefend en het bankrekeningnummer;

2° een afschrift van de statuten van de v.z.w., zoals bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en met de eventuele latere wijzigingen;

3° een door de Voorzitter van de raad van bestuur ondertekend document waarin de naam en de gegevens van de contactpersoon met de administratie worden vermeld;

4° de lijst van de personeelsleden die werken aan de opdrachten waarvoor er erkenning wordt gevraagd en, voor elk personeelslid, een afschrift van het diploma en een attest van de werkgever waarin de uitgeoefende functie, de gepresteerde werktijd in de vereniging, de aan de opdrachten gewijde werktijd en de geboortedatum worden vermeld;

5° een document waarin de opdrachten worden omschreven waarvoor de dienst de erkenning aanvraagt, met vermelding van de eventuele beperkingen inzake type van inbreuken en misdrijven die hij vraagt;

6° een document waarin beschreven wordt op welke wijze de dienst zijn opdrachten uitvoert. In dat document moeten onder meer de verdeling van de taken over het personeel (de taken van elk personeelslid en de werktijd die aan deze taken wordt besteed) en de uren van de activiteiten en van de dienstpermanenties worden vermeld;

7° een plattegrond van de lokalen en een document waaruit blijkt dat de dienst de rechtmatige gebruiker van deze lokalen is.

Het dossier moet getekend, gedateerd en voor oprecht en volledig verklaard worden door de Voorzitter van de raad van bestuur.

Art. 10. Binnen de twee maanden na de ontvangst van de aanvraag om erkenning betekent de administratie de ontvankelijkheid van de aanvraag aan de dienst. Indien de aanvraag onvolledig is nodigt de administratie de dienst uit om ze binnen een maand na deze betekening aan te vullen.

Art. 11. Indien de aanvraag om erkenning ontvankelijk werd verklaard, wordt ze door de administratie onderzocht en wordt er een plaatsbezoek verricht om na te gaan of dienst voldoet aan de erkenningsvoorwaarden. De Minister legt de aanvraag om erkenning voor aan de Adviesraad die binnen de twee maand na deze voorlegging zijn advies moet geven. De Minister kan in dringende gevallen een kortere termijn opleggen.

Art. 12. Het College doet uitspraak over de erkenning of over de voorlopige erkenning en deelt zijn beslissing ten laatste twee maanden na het geven van advies door de adviesraad aan de dienst mede.

In de beslissing tot erkenning of tot voorlopige erkenning worden vermeld :

- de opdrachten voor de welke de dienst wordt erkend;
- de eventuele beperkingen inzake types van overtredingen of misdrijven;
- het kader van het gesubsidieerd personeel.

Een weigering van erkenning moet met een ter post aangetekende brief worden betekend.

Art. 13. Een aanvraag om hernieuwing van een erkenning moet ten laatste zes maanden voor het vervallen van de lopende erkenning worden ingediend. De aanvraag wordt ingediend volgens de modaliteiten bepaald in het artikel 10 en omvat alle inlichtingen en documenten vermeld in dat artikel voor deze sinds de erkenning wijzigingen ondergingen. De dienst blijft erkend tot er uitspraak is gedaan over de aanvraag om hernieuwing van de herkenning volgens de procedure bepaald in de artikelen 10 tot 12.

Art. 14. Een aanvraag om wijziging van een erkenning moet voor elke wijziging aan de volgende elementen worden ingediend :

- de naam van de dienst of de plaats waar de activiteiten worden uitgeoefend;
- de opdrachten van de dienst en, eventueel, de beperkingen inzake type van inbreuken;
- het kader van het gesubsidieerd personeel.

In elke aanvraag om wijziging van de erkenning moet het voorwerp van de wijziging verduidelijkt en gemotiveerd worden.

De administratie deelt aan de dienst mede welke elementen er voor het onderzoek van de aanvraag om wijziging van de erkenning nodig zijn. De aanvraag wordt onderzocht en afgehandeld volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen 10 tot 12.

Art. 15. Als een bepaling van het decreet betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan diensten voor bijstand aan slachtoffers, aan verdachten, in vrijheid gestelde veroordeelden, ex-gedetineerden en hun naasten of van dit besluit niet langer wordt nageleefd of als de dienst niet langer al de opdrachten uitvoert waarvoor hij werd erkend, richt de administratie een gemotiveerde aangetekende brief aan de dienst waarin wordt gevraagd om zich binnen een termijn van twee maanden in order te stellen. Als er na verloop van deze termijn geen orde op zaken werd gesteld of geen wijziging van de erkenning van de dienst werd aangevraagd, stelt de administratie de wijziging of de intrekking van de erkenning aan de Minister voor.

Art. 16. Met een ter post aangetekende brief, met ontvangstbewijs, verwittigt de Minister de dienst dat er een procedure voor de intrekking of de wijziging van de erkenning werd ingezet. Vanaf de dag van deze betekening beschikt de dienst over een termijn van dertig dagen voor het indienen van een verantwoordend verslag bij de Minister. Deze laatste maakt dat verslag over aan de Adviesraad. Bij de ontvangst van dat verslag nodigt de adviesraad een afgevaardigde van de dienst uit voor een hoorzitting, indien de dienst dat wenst en binnen een termijn van één maand. De Adviesraad stelt de dag en het uur voor deze hoorzitting vast en meldt dit aan de betrokken dienst. De persoon die door de dienst als vertegenwoordiger wordt aangewezen kan zich door een tweede zelf gekozen persoon laten vergezellen. De Adviesraad maakt zijn verslag aan de Minister over in de loop van de maand die op de hoorzitting volgt of binnen een termijn van twee maanden indien er geen hoorzitting wordt gehouden.

Art. 17. De beslissing van het College tot intrekken of wijzigen van de erkenning wordt met een ter post aangetekende brief, met ontvangstbewijs, aan de dienst betekend. Drie maanden na de betekening van een beslissing tot intrekken of wijzigen wordt de subsidiëring stopgezet of beperkt. De dienst moet bij de ontvangst van de beslissing tot intrekken van de erkenning onmiddellijk de personeelsleden, de klanten en elke betrokken persoon of instelling daarvan op de hoogte brengen. Met hun akkoord worden de klanten naar andere erkende diensten doorverwezen en worden hun individuele dossiers aan deze diensten overgemaakt.

Art. 18. Als een dienst zijn activiteiten wil stopzetten moet hij de beslissing daartoe drie maanden voor het ingaan van de stopzetting aan de Minister mededelen. Deze beslissing moet eveneens worden medegedeeld aan de personeelsleden, aan de klanten en aan elke betrokken persoon of instelling. Met hun akkoord worden de klanten naar andere erkende diensten doorverwezen en worden hun individuele dossiers aan deze diensten overgemaakt.

HOOFDSTUK IV. — *Subsidiëring*

Art. 19. De subsidie voor de personeelskosten van het erkende team wordt berekend op basis van de barema's zoals vastgesteld in de bijlage I NM van het besluit van 18 oktober 2001 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende uitvoering van het decreet van 12 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van diverse wetgevingen betreffende de subsidies aan de sectoren gezondheidszorg en bijstand aan personen en betreffende de wijziging van diverse besluiten betreffende de sectoren bijstand aan personen, gezondheidszorg, gehandicapten en socio-professionele inschakeling.

De subsidie omvat de patronale lasten en andere voordelen, zoals vastgesteld in de bijlage V NM van hetzelfde besluit op basis van de anciënniteit vastgesteld in de bijlage IV NM van hetzelfde besluit.

De barema's voor de diverse functies worden in de bijlage II NM van hetzelfde besluit vastgesteld.

De gesubsidieerde functies worden vastgesteld in het artikel 4 van dit besluit.

Art. 20. De subsidies voor bezoldigingen zijn aan de index gekoppeld volgens de regels die gelden voor de bezoldigingen in het openbaar ambt.

Art. 21. Het percentage van de personeelskosten dat in aanmerking komt voor de berekening van de subsidies die toegekend worden voor de voortdurende vorming van de werknemers wordt op één percent vastgesteld. Deze subsidie wordt enkel toegekend na het indienen van een jaarlijks vormingsplan waarin rekening wordt gehouden met alle gesubsidieerde werknemers of met deze die in aanmerking komen voor het voldoen aan de in het artikel 3 bedoelde normen. Dit vormingsplan wordt elk jaar ten laatste op 15 januari voor advies aan de administratie voorgelegd, na het verkrijgen van een gunstig advies vanwege de afgevaardigden van de werknemers.

Art. 22. § 1. De arbeidsduur die in aanmerking komt voor de berekening van de subsidies voor bezoldigingen en voor de berekening van de compenserende aanwervingen wordt vastgesteld op 38 uren per week, uitgedrukt in voltijdse equivalenten.

§ 2. Deze arbeidsduur wordt tot 32 uur beperkt voor werknemers van 55 jaar en ouder, tot 34 uur voor deze van 50 tot 55 jaar en tot 36 uur voor deze van 45 tot 50 jaar.

Art. 23. § 1. De administratie stelt voor 31 januari van elk jaar het jaarlijks aantal uren arbeidsduurverkortings vast dat voor de sector bijstand aan slachtoffers, aan verdachten, in vrijheid gestelde veroordeelden, ex-gedetineerden en hun naasten wordt toegekend, in functie van de door de werknemers bereikte leeftijd op 31 december van het vorige jaar.

§ 2. De subsidie wordt berekend door het aantal in § 1 bedoelde uren te vermenigvuldigen met een forfaitair uurbedrag dat op 1 januari 2004 op 21,04 € bedraagt en aan de index wordt gekoppeld. De aldus berekende subsidie wordt toegekend om de op de arbeidsduurverkortings volgende compenserende aanwervingen mogelijk te maken.

§ 3. Deze subsidie wordt ten laatste op 31 maart van elk jaar uitbetaald aan het Sociaal Fonds of aan de V.Z.W. die daartoe door de sociale gesprekspartners van de sector werden aangewezen. Ze beheren de verdeling van de onder § 2 bedoelde arbeidsplaatsen en financiële middelen over de erkende diensten op basis van een met het College gesloten overeenkomst.

§ 4. De werknemers die krachtens artikel 23, § 2, van een arbeidsduurverkortings genieten kunnen enkel in aanmerking komen voor de als compenserende aanwerving toegekende uren tot aan het bereiken van het aantal uren dat overeenstemt met de werktijd van een voltijdse werknemer uit hun leeftijdscategorie.

§ 5. De verantwoordingsstukken voor de aanwending van de subsidie en een activiteiten verslag waarin de naleving van de met het College gesloten overeenkomst wordt aangetoond, moeten tegen 30 april van het volgende jaar worden voorgelegd.

Art. 24. Voor de werkingskosten worden, aan de index gekoppelde, subsidies van 12.000 euro voor het minimum team en van 1.000 euro voor elk bijkomend gesubsidieerd personeelslid toegekend.

Art. 25. De subsidies bedoeld in de artikelen 23, § 2, en 24 worden elk jaar op 1 januari aangepast door toepassing van de volgende berekening :

basisbedrag x gezondheidsindex van december van het vorig jaar

gezondheidsindex van december 2004

Art. 26. 1° De dienst maakt aan de administratie alle verantwoordingsstukken over die nodig zijn voor de controle op de aanwending van de subsidies.

2° De afschriften van diploma's, de werkgeversattesten met vermelding van de uitgeoefende functie, van de gepresteerde werktijd in de vereniging en van de aan de opdrachten gewijde werktijd, de geboortedatabewijzen en de attesten die de anciënniteit van de gesubsidieerde werknemers verantwoordt, moeten binnen de 15 dagen volgend op de aanwerving van de werknemers aan de administratie worden overgemaakt.

3° Van de verantwoordingsstukken beantwoordend aan de presentatie-instructies van de administratie, de resultatenrekening en de balans van de vzw en het activiteitenverslag van de dienst worden ten laatste tegen 30 april twee exemplaren aan de administratie overgemaakt.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangsbepalingen*

Art. 27. Het College stelt het kader van het gesubsidieerd personeel van de erkende diensten vast krachtens het artikel 18 van het decreet van 4 december 2003 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan diensten voor bijstand aan slachtoffers, aan verdachten, in vrijheid gestelde veroordeelden, ex-gedetineerden en hun naasten.

Art. 28. Het decreet van 4 december 2003 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan diensten voor bijstand aan slachtoffers, aan verdachten, in vrijheid gestelde veroordeelden, ex-gedetineerden en hun naasten treedt in werking op 1 juli 2005.

Art. 29. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2005.

Art. 30. Het Lid van het College bevoegd voor Sociale Actie en Gezin wordt met de uitvoering van dit besluit belast.

Brussel, 14 juli 2005.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. KIR,

Lid van het College bevoegd voor Sociale Actie, Gezin en Sport

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College